

N°2017 – 173

Conseillers communautaires		EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
en exercice	143	
présents	104	Date de la convocation : 08 septembre 2017
suffrages exprimés	126	

L'an deux mille dix-sept, le vingt-cinq septembre, les conseillers communautaires de la Communauté de Communes Cœur et Coteaux du Comminges se sont réunis en conseil communautaire, à Villeneuve de Rivière, sur la convocation qui leur a été adressée.

**Présents / Excusés / Absents /
Procurations / Suppléances**

	commune	nom	prénom	
1	AGASSAC	LACOSTE	Victoria	Présente
2	ALAN	GUILHOT	Jean-Luc	Procuration à A. Passament
3	AMBAX	ALLARD	Pierre	Présent
4	ANAN	BRIOL	Laurent	Présent
5	ASPRET-SARRAT	ABADIE	Claude	Présent
6	AULON	FITTE	Michel	Présent
7	AURIGNAC	BERTRAND	Philippe	Procuration à JM Losego
8	AURIGNAC	LOSEGO	Jean-Michel	Présent
9	AUSSON	BARRAU	Yves – Pierre	Présent
10	BACHAS	CHEYLAT	Hervé	Présent
11	BALESTA	DASQUE	Jean-Charles	Présent
12	BENQUE	LASSERRE	Jean-Claude	Procuration à G. Loiseau
13	BLAJAN	CASTEX	Jean-Bernard	Présent
14	BOISSEDE	FRECHOU	Alain	Présent
15	BORDES DE RIVIERE	CAPERAN-LORENZI	Geneviève	Présente
16	BOUDRAC	CLARENS	Gilles	Absent
17	BOULOGNE SUR GESSE	ADOUE	Jérôme	Présent
18	BOULOGNE SUR GESSE	BOUBEE	Alain	Présent
19	BOULOGNE SUR GESSE	MEDEVIELLE	Pierre	Procuration à J Adoue
20	BOUSSAN	BOUBE	Patrick	Présent
21	BOUZIN	PASSAMENT	Alain	Présent
22	CARDEILHAC	BOYER	Raymond	Présent
23	CASSAGNABERE-TOURNAS	LOISEAU	Gérard	Présent
24	CASTELGAILLARD	LARRIEU	Christiane	Suppléé par R. Duclos
25	CASTERA VIGNOLLES	POUZOL	Thierry	Présent
26	CAZAC	MATTIONI	Rémédios	Présente
27	CAZARIL-TAMBOURES	LEFRANC	Gérard	Absent
28	CAZENEUVE-MONTAUT	TESSER	Josiane	Présente
29	CHARLAS	DUCLOS	Jean-Pierre	Présent arrivé à 18h39 pour vote à partir de la délibération n°4
30	CIADOUX	TOUBERT	Thierry	Présent
31	CLARAC	MANENT-MANENT	Jean-Paul	Présent
32	COUEILLES	FABARON	Bernard	Présent
33	CUGURON	BRANGER	Pierre	Présent
34	EOUX	REY	Monique	Présente
35	ESCANECRABE	ARSEGUET	Jean-Claude	Procuration à G. Sioutac

36	ESPARRON	MASSARIN	André	Présent
37	ESTANCARBON	FABE	Jean-Paul	Procuration à JR. Lépinay
38	FABAS	DAMIENS	Gérald	Présent
39	FRANQUEVIELLE	NICOLAS	Virginie	Procuration à G. Capéran-Lorenzi de 20h à 20h55
40	FRONTIGNAN-SAVES	SALLES	Thierry	Présent
41	GENSAC DE BOULOGNE	SABATHE	Daniel	Absent
42	GOUDEx	DUCASSE	Moïse	sortie temporaire délibération n°75
43	LABARTHE-INARD	ALBENQUE	Jacques	Présent
44	LABARTHE-RIVIERE	VOUGNY	Claire	Présente
45	LABARTHE-RIVIERE	BRINGUIER	Francisca	Présente
46	LABASTIDE-PAUMES	CHARLAS	Gabriel	Procuration à M. Duprat
47	LALOURET-LAFFITEAU	LAFFORGUE	Jean-Claude	Présent
48	LANDORTHE	BRUNET	Jeanine	Présente
49	LANDORTHE	CORTINAS	Lucienne	Présente
50	LARCAN	CABARE	Lucien	Présent
51	LARROQUE	RIBES	Jean-Claude	Présent
52	LATOUE	FERAUT	Jacques	Présent
53	LE CUIING	LACROIX	Nathalie	Supplée par P Vincent
54	LECUSSAN	ENTAJAN	Armand	Présent arrivé à 18h30 pour vote à partir de la délibération n°2
55	LES TOURREILLES	SARRAQUIGNE	Denis	Présent
56	LESPITEAU	AUBERDIAC	Michel	Présent
57	LESPUGUE	FOIX	Jean-François	Présent
58	LIEUX	BARUTAUT	Alain	Présent
59	LILHAC	SIOUTAC	Gilbert	Présent
60	L'ISLE EN DODON	CARAOUE	François	Présent
61	L'ISLE EN DODON	LE ROUX DE BRETAGNE	Loïc	Présent
62	L'ISLE EN DODON	LASSERRE	Guy	Absent
63	L'ISLE EN DODON	RASPAUD	Pierre	Présent arrivé à 18h34 pour vote à partir de la délibération n°2
64	LODES	BAQUE	Jean	Présent
65	LOUDET	ATHIEL	Hervé	Absent
66	MARTISSERRE	TOULON	Maryse	Présente
67	MAUVEZIN	PLANTE	Thierry	Présent
68	MIRAMBEAU	DE MARCHI	Josiane	Présente
69	MIRAMONT DE COMMINGES	LACOMME	Camille	Supplée par MF Danflous
70	MOLAS	MEDOUS	Joëlle	Présent
71	MONDILHAN	GASPARD	Joseph	Présent
72	MONTBERNARD	COUMES	Pascal	Présent
73	MONTESQUIEU-GUITTAUT	BEAUCHET	Patrick	Présent
74	MONTGAILLARD SUR SAVE	CHAINET	Julien	Absent
75	MONTMAURIN	BELAIR	Sylvia	Présente
76	MONTOLIEU SAINT-BERNARD	SORS	Camille	Présent
77	MONTREJEAU	BRILLAUD	Philippe	Présent
78	MONTREJEAU	DUMOULIN	Maryse	Procuration à P. Brillaud
79	MONTREJEAU	FENARD	Pierrette	Procuration à E. Miquel
80	MONTREJEAU	LORENZI	Guy	Présent
81	MONTREJEAU	MIQUEL	Eric	Présent
82	MONTREJEAU	TARISSAN	Martine	Procuration à G. Lorenzi
83	NENIGAN	CRESPIN	Damien	Absent
84	NIZAN SUR GESSE	SOLLE	Mathieu	Absent
85	PEGUILHAN	BROCAS	Michel	Présent
86	PEGUILHAN	CASTEX	Marc	Présent
87	PEYRISSAS	LOUBEYRE	Guy	Présent
88	PEYROUZET	LAGRANGE	Philippe	Présent
89	POINTIS-INARD	PUISSEGUR	Jean-Louis	Présent
90	PONLAT-TAILLEBOURG	DOUCEDE	Patrick	Procuration à JC Dasque
91	PUYMAURIN	BIASON	Valentin	Présent
92	REGADES	GASTO	Marlène	Présente

93	RIEUCAZE	MAYLIN	Claudette	Présente
94	RIOLAS	DUPRAT	Michel	Présent
95	SAINT-ANDRE	de GALARD	Jean	sortie temporaire de la délibération n°88 à n°89
96	SAINT-ELIX SEGLAN	ADER	Danielle	Présent
97	SAINT-FERREOL	BOUAS	Thierry	Présent
98	SAINT-FRAJOU	DAVEZAC	Alain	Présent
99	SAINT-GAUDENS	BRUNET	Corinne	Procuration à R. Lacroix
100	SAINT-GAUDENS	CAZES	Josette	Présente
101	SAINT-GAUDENS	de ROSSO	Stéphanie	Présente
102	SAINT-GAUDENS	DUCLOS	Jean-Yves	Présent
103	SAINT-GAUDENS	GASTO-OUSTRIC	Magali	Présente
104	SAINT-GAUDENS	GUILLERMIN	Joël	Présent
105	SAINT-GAUDENS	HEUILLET	Eric	Absent
106	SAINT-GAUDENS	ISASI	Manuel	Présent
107	SAINT-GAUDENS	JAMAIN	Michel	Procuration à J. Guillermin
108	SAINT-GAUDENS	LACROIX	Robert	Présent
109	SAINT-GAUDENS	LEPINAY	Jean-Raymond	Présent
110	SAINT-GAUDENS	LOUIS	Yves	Présent
111	SAINT-GAUDENS	MALET	Béatrice	Présente
112	SAINT-GAUDENS	MOUNIELOU	Catherine	Excusée
113	SAINT-GAUDENS	NASSIET	Yvon	Procuration à J. Subra
114	SAINT-GAUDENS	NAVARRÉ	Annie	Présente
115	SAINT-GAUDENS	PINET	Alain	Procuration à J. Cazes
116	SAINT-GAUDENS	PITOT	Jean-Luc	Procuration à B. Malet
117	SAINT-GAUDENS	PONS	Dominique	Procuration à I. Raulet
118	SAINT-GAUDENS	RAULET	Isabelle	Présente
119	SAINT-GAUDENS	RICOUL	Céline	Présente
120	SAINT-GAUDENS	RIERA	Evelyne	Procuration à M Gasto-Oustric
121	SAINT-GAUDENS	SOUYRI	Jean-Luc	Procuration à A. Navarre
122	SAINT-GAUDENS	SUBRA	Jean	Présent
123	SAINT-IGNAN	ROUEDE	Elisabeth	Présente
124	SAINT-LARY-BOUJEAN	FARRE	Régis	Présent
125	SAINT-LAURENT-SUR-SAVE	PITOUT	Daniel	Présent
126	SAINT-LOUP EN COMMINGES	BOUZIGUES	Denis	Présent
127	SAINT-MARCEY	MILLET	Chantal	Présente
128	SAINT-PE-DELBOSC	FORTASSIN	Jean-Pierre	Présent arrivé à 19h02 pour vote à partir de la délibération n°76
129	SAINT-PLANCARD	MALLET	Alfred	Absent
130	SALHERM	TARRAUBE	Bernard	Présent
131	SAMAN	LACROIX	Julien	Présent
132	SAMOUEILLAN	CHRETIEN	Michel	Procuration à G. Loubeyre
133	SARRECAVE	BOUBEE	Evelyne	Présente
134	SARREMEZAN	MARC	Sandrine	Présente
135	SAUX ET POMAREDE	SANSONETTO	Evelyne	Présente
136	SAVARTHE	GILLY	Martine	Procuration à L. Cabaré
137	SEDEILHAC	CASTERAN	Philippe	Absent
138	TERREBASSE	FAURE	Thomas	Présent
139	VALENTINE	PUISSEGUR	André	Présent
140	VILLENEUVE DE RIVIERE	PLUMET	Claude	Présent
141	VILLENEUVE DE RIVIERE	SAFORCADA	Pierre	Procuration à S. De Rosso
142	VILLENEUVE DE RIVIERE	SUBRA	Emilie	Procuration à E. Sansonetto de 20h à 20h55
143	VILLENEUVE-LECUSSAN	BATMALE	Lionel	Absent

Est nommée secrétaire de séance : Evelyne SANSONETTO



Communauté de Communes
Cœur et Coteaux du Comminges

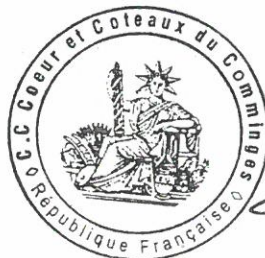
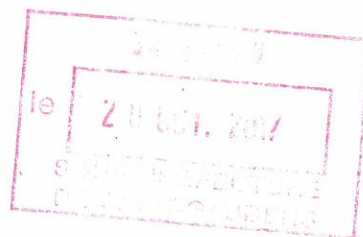
CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné, Loïc LE ROUX de BRETAGNE, Président de la communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges, atteste que suite à des erreurs dans l'état de présence, la délibération n°2017-173 du 25 septembre 2017 portant sur l'**approbation du PLUi des Terres d'Aurignac** est corrigée comme suit :

- la feuille de présence jointe au présent certificat annule et remplace celle figurant initialement dans la délibération citée ci-dessus, entraînant de fait une correction du nombre de présents et de suffrages exprimés
- les résultats du vote sont modifiés ainsi :

POUR	126
CONTRE	
ABSTENTIONS	

Pour servir et faire valoir ce que de droit.
Fait à Saint-Gaudens le 19 octobre 2017.



Le Président,
Loïc LE ROUX de BRETAGNE



Communauté de Communes
Cœur et Coteaux du Comminges

Délibération

N°2017-173

APPROBATION DU PLUi des Terres d'Aurignac

J FERAUT présente le rapport suivant :

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.153-21 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la communauté de communes des Terres d'AURIGNAC en date du 14 mars 2013 ayant prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur le territoire des 19 communes membres, à savoir : ALAN, AULON, AURIGNAC, BACHAS, BENQUE, BOUSSAN, BOUZIN, CASSAGNABERES-TOURNAS, CAZENEUVE-MONTAUT, EOUX, ESPARRON, LATOUE, MONTOLIEU-SAINT-BERNARD, PEYRISSAS, PEYROUZET, SAINT-ANDRE, SAINT-ELIX-SEGLAN, SAMOUEILLAN et TERREBASSE ;

Vu le débat du 4 mars 2015 en Conseil communautaire des Terres d'AURIGNAC sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;

Vu la délibération du Conseil communautaire des Terres d'AURIGNAC en date du 27 juillet 2015 ayant arrêté le projet de PLUi et tiré le bilan de la concertation ;

Vu la consultation pour avis, pendant trois mois, des Personnes Publiques Associées (PPA) et autres personnes consultées, sur le projet de PLU arrêté (articles L.153-16 et L.153-17 du Code de l'Urbanisme), ayant abouti à :

- Un avis favorable pour absence de réponse dans les délais :
 - ✓ La Chambre des Métiers et de l'Artisanat ;
 - ✓ La Chambre de Commerce et d'Industrie.
- Un avis favorable sans remarque particulière pour :
 - ✓ L'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO), non concernée, le 8 septembre 2015 ;
 - ✓ Le Conseil régional Occitanie, pas d'observation, le 24 septembre 2015 ;
 - ✓ Le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du pays Comminges-Pyrénées en charge de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCOT), sans observation et avis favorable sur les dérogations pour l'ouverture à l'urbanisation, le 12 octobre 2015 ;
- Un avis favorable avec observations qui seront prises en compte, pour :
 - ✓ Transport et infrastructures Gaz de France (TIGF), report du tracé des canalisations de gaz, 11 septembre 2015 ;
 - ✓ Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), recommandations sur les accès défense incendie et les capacités en eau, le 29 septembre 2015 ;

- ✓ Le conseil départemental de la Haute-Garonne, concernant la nomination des routes départementales sur les plans et les accès des zones à urbanisées (AU) sur ces routes, le 29 octobre 2015 ;
 - ✓ Syndicat des eaux Barousse, Comminges, Save, corrections annexe sanitaire et renforcement de réseaux d'eau potable, le 16 novembre 2015 ;
 - ✓ Réseau de transport d'électricité (RTE), prise en compte du tracé des lignes haute tension, intégration d'une note en annexe et corrections au règlement, le 17 novembre 2015.
- Un avis favorable de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), en date du 10 novembre 2015, avec deux réserves, à savoir :
 - ✓ Diminuer la consommation des espaces agricoles par une optimisation
 - Du coefficient de rétention foncière ;
 - De l'hypothèse de desserrement des ménages ;
 - Des surfaces classées en jardins d'intérêts en zones urbaines.
 - ✓ Clarifier la délimitation des zones agricole (A) et Naturelle ou forestière (N).
- Un avis favorable de la chambre d'agriculture, en date du 12 novembre 2015, avec deux réserves, à savoir :
 - ✓ Optimiser le potentiel de développement prévu pour diminuer la consommation des espaces agricoles, par une :
 - Réduction de la rétention foncière prévue ;
 - Hausse de la reconquête des logements vacants ;
 - Réduction de la surface des jardins d'intérêts en zone urbaine ;
 - Redéfinition de l'emprise des secteurs à protéger en raison de la richesse du sol et du sous-sol.
 - ✓ Que l'ensemble des surfaces utilisées par l'agriculture soit bien classé en zone agricole.
- Un avis favorable des services de l'Etat, en date du 13 novembre 2015, avec cinq réserves, à savoir :
 - ✓ Mettre à jour la carte informative des zones inondables (CIZI) et prendre en compte au niveau des zones urbaines le risque d'aléa fort ;
 - ✓ Prendre en compte en matière d'assainissement non collectif les problématiques liées au rejet dans le milieu naturel, des eaux traitées ;
 - ✓ Justifier le niveau de rétention foncière retenu (40 %) et le coefficient de desserrement des ménages (2.1) jugés trop élevés ;
 - ✓ Justifier la surface importante de terrains classés en jardin d'intérêt au sein des zones urbaines ;
 - ✓ Réduire le nombre de zones à urbaniser (AU) ouvertes immédiatement à l'urbanisation en prévoyant un phasage d'ouverture.

Vu l'arrêté du Président de la communauté de communes des Terres d'AURIGNAC en date du 29 juillet 2016 soumettant à enquête publique le projet de PLUi arrêté par le Conseil Communautaire, entre le 29 août et le 30 septembre 2016 ;

Vu la délibération du conseil communautaire des Terres d'AURIGNAC en date du 17 mai 2016, apportant les réponses aux observations, remarques et réserves des PPA. Ce dossier complémentaire a été joint au dossier soumis à enquête publique, afin d'informer le public des évolutions possibles liées aux avis des PPA qui pourraient intervenir pour l'approbation du PLUi ;

Vu le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 16 novembre 2016 donnant un avis favorable avec 2 réserves sur le projet de PLUi et des recommandations. Les réserves sont :

- Le respect des engagements pris par la communauté de communes des Terres d'AURIGNAC dans sa délibération du 17 mai 2016, sur les suites à donner après enquête publique aux avis PPA ;
- L'amélioration de la lisibilité des plans de zonage.

Les recommandations portent sur le respect des réponses apportées au PV de synthèse de la commission d'enquête par la communauté de communes dans sa note du 28 octobre 2016, notamment en matière de modifications de zonage, changement de destination, règlement écrit et prise en compte du risque inondation.

Vu le transfert de la compétence PLU et carte communale à la Communauté de Communes Cœur et Coteaux du Comminges, dite « la 5C » en date du 1^{er} janvier 2017, conformément à la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014, dite loi « ALUR » ;

Monsieur le Président rappelle les raisons qui ont conduit l'ancienne communauté de communes des Terres d'AURIGNAC à engager l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire des 19 communes qui en étaient membres et les modalités selon lesquelles la concertation avec la population des communes a été mise en œuvre.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Président, la 5C décide d'apporter les réponses présentées dans le document en annexe de cette délibération, sur les questions de forme soulevées par les PPA et la commission d'enquête dans ses recommandations, concernant des compléments ou corrections à apporter aux rapport de présentation, règlement écrit ou graphique, orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et annexes.

D'autre part, plus particulièrement sur les réserves de fond des services de l'Etat, de la chambre d'agriculture et de la CDPENAF rappelées ci-dessus, il est notamment apporté les réponses suivantes :

- Sur l'optimisation du potentiel de développement, afin d'obtenir la consommation d'espaces agricoles la plus réduite. Considérant que :
 - ✓ La Communauté de Communes a fait de réels efforts dans la lutte contre la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers, salués par les PPA concernés. Ainsi, le projet de PLUi arrêté le 27 juillet 2015 limite les zones urbanisées ou urbanisables à terme du territoire, toutes occupations confondues, à 374 hectares (ha) sur un total de 19246 ha, soit 1.94 %. La part attribuée à l'habitat se divise en :
 - 278 ha de zones urbaines (1.44 %), constituées des secteurs des 19 communes membres de la Communauté de Communes déjà urbanisés. Sur ces 278 ha seuls 27 en dents creuses sont actuellement libres de constructions ;
 - 43 ha de zones à urbaniser (AU), soit 0.22 % du territoire. Il convient de noter que 9 ha de ces zones AU sont insérés dans les zones urbaines, en dents creuses, notamment sur la commune d'Aurignac. En conséquence, le PLUi prévoit la consommation réelle de 34 ha, soit 0.18 % du territoire, de terres potentiellement utilisables par l'agriculture ou naturelles et forestières au sein de zones AU venant en extension des parties actuellement urbanisées des communes.
 - ✓ Le coefficient de rétention foncière global pris en compte dans le cadre de l'élaboration du PLUi est de 12%. Il se décompose en :
 - Un coefficient de 30% appliqué sur les 27 ha de dents creuses des zones urbaines difficilement mobilisables sur ce type de territoire. Le potentiel réellement urbanisable dans ce cadre revient à 18.7 ha ;
 - Un coefficient de 0% appliqué sur les 43 ha de zones AU.

Cette différence de traitement marque la volonté de la Communauté de Communes de privilégier l'urbanisation des zones AU, plus maîtrisable en termes de formes architecturales, urbaines et paysagères, notamment au travers des orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

- ✓ Le coefficient de desserrement des ménages a été volontairement maintenu bas compte tenu des caractéristiques du territoire qui connaît un vieillissement de la population favorisant un pourcentage fort de ménages d'une personne.
- ✓ Les surfaces classées en jardins d'intérêts retenues sont mieux justifiées dans le rapport de présentation. Toutefois, cette volonté de la Communauté de Communes correspond à l'application de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014, dite loi « ALUR », qui prévoit que l'analyse des capacités de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis doit être réalisée en tenant compte des formes urbaines et architecturales (article L 151-4 du code de l'urbanisme). Le territoire concerné par le PLUi est fortement rural avec des formes urbaines lâches et aérées laissant la place à la nature et la biodiversité à l'intérieur des parties urbanisées, dans une harmonie et une qualité paysagère qu'il convient de préserver. Ces notions qui participent à l'identité du territoire intercommunal voulue par les élus, notamment au travers des orientations définies dans le PADD, se traduit également par une volonté de maintenir la possibilité de parcelles constructibles assez grandes, afin de préserver le tissu urbain traditionnel. Cette particularité n'empêche pas une réduction de consommation des espaces agricoles et naturels est de 30 à 50 % suivant la typologie des communes, par rapport à ce qui a été constaté sur les 10 années précédant l'élaboration du PLUi.
- ✓ La recherche de réduction des logements vacants est une volonté forte de la Communauté de Communes traduite dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et modulée selon la typologie des communes et les enjeux liés à leur statut. Cette réduction ne relève pas directement des possibilités d'actions offertes par le PLUi et se traduira par d'autres procédures, de type OPAH, qui seront mise en œuvre par la collectivité en parallèle.
- Sur la demande des services de l'Etat de mettre à jour la carte informative des zones inondables (CIZI). Considérant qu'il est de la responsabilité de la Communauté de Communes d'informer au travers du PLUi les habitants sur les risques auxquels ils sont soumis et de prévenir un aggravement de ce risque, voire de le réduire, par un classement des secteurs impactés. Cette mise à jour sera effectuée sur le règlement graphique du PLUi pour chaque commune. De plus, le classement des zones U ou AU situées en zone inondable, notamment d'aléa fort, sera revu afin de :
 - ✓ Limiter le nombre de constructions existantes impactées ;
 - ✓ Supprimer toute possibilité de nouvelle construction d'habitation en zone d'aléa fort ;
 - ✓ Réglementer les possibilités d'extensions des habitations existantes afin de ne pas aggraver le risque pour les habitants.
- Sur la demande de la chambre d'agriculture et de la CDPENAF de vérifier le classement en zone A de l'ensemble des terres agricoles et notamment dans les secteurs à protéger en raison de la richesse des sols et des sous-sols. Considérant que la préservation de l'activité agricole est un des enjeux majeurs en matière économique pour la Communauté de Communes réaffirmé au travers du PADD. La délimitation de la zone A sera revue après enquête publique pour cadrer au plus près de la réalité du terrain, même si le PLUi n'a pas pour vocation de définir l'utilisation économique des terres, notamment en matière d'activité agricole, et que le classement dans un autre zonage, quel qu'il soit (N, AU ou U) n'interdit en aucune façon une

exploitation de celles-ci. En particulier, les secteurs spécifiques en zones A ou N seront réinterrogés et éventuellement reclassés.

- Sur la demande des services de l'Etat de phaser l'ouverture à l'urbanisation des zones AU. Considérant que les zones AU délimitées dans chaque commune, en dehors d'Aurignac, sont peu nombreuses et répondent à un besoin immédiat de potentiel constructible, indispensable pour le devenir de chaque collectivité. La Communauté de Communes maintiendra le classement actuel dans la quasi-totalité des cas, sauf problème spécifique de desserte par les réseaux non assurée. Ainsi, pour la commune d'Aurignac les zones AU de Motis 2 et 3 (représentant 3.2 ha) seront fermées à l'urbanisation en attente du renforcement des réseaux. La répartition des zones AU sera donc de 38.8 ha ouverts immédiatement à l'urbanisation et 4.2 ha fermés en attente d'une future modification du PLUi. De plus, les zones UE et UX seront analysées pour revoir éventuellement leur classement, notamment lorsqu'il s'agit de terrains isolés en zone A ou N.
- Sur la demande des services de l'Etat de prendre en compte la problématique en assainissement non collectif (ANC) de rejet au milieu naturel des effluents après traitement. Considérant que les demandes de permis de construire et d'aménager relevant de l'ANC doivent être accompagnées d'un avis favorable du service public de l'assainissement non collectif (SPANC) indiquant la conformité de la filière envisagée. La Communauté de Communes s'en remet aux SPANC concernés pour expertiser l'adéquation du système prévu et de la non nocivité de ses rejets en milieu naturel en fonction des cas et de leur situation.

Enfin, concernant les 2 réserves et les recommandations de la commission d'enquête, les réponses suivantes sont apportées :

- Concernant la première réserve la communauté de communes s'est attachée à reprendre l'ensemble des évolutions du PLUi prévue dans la note de réponse aux avis des PPA annexées à la délibération du 17 mai 2016 ;
- Concernant la deuxième réserve la communauté de commune a fait reprendre les documents graphiques du règlement du PLUi afin de les rendre plus lisible pour les futurs constructeurs, en particulier en indiquant les noms des voies et des routes départementales, en repartant d'un plan cadastral mis à jour,
- Concernant les recommandations de la commission d'enquête elles sont prises en compte dans le document approuvé comme indiqué dans l'annexe jointe à la présente délibération, qui reprend la note de réponse de la communauté de communes au PV de synthèse de la commission. Toutefois, des adaptations mineures sont apportées à ces réponses pour 5 demandes, afin d'éviter de re-solliciter l'avis de la CDPENAF après enquête publique par une consommation excessive d'espaces agricoles par rapport au projet de PLUi arrêté. Il s'agit :
 - ✓ Demande de M. BAROUSSE à AURIGNAC, la parcelle N° 634 est intégrée dans la zone constructible UB contigüe pour une surface d'environ 1500 M². A noter que cette parcelle était déjà en zone constructible dans le PLU ;
 - ✓ Demande de M. BOY à CASSAGNABERE-TOURNAS, la surface constructible de la parcelle N° 57 est agrandie d'environ 1200 M² au nord en raison des difficultés d'accès en bordure de route ;
 - ✓ Demande de M. LEMIERES à AULON, la parcelle 101 étant inaccessible depuis la route départementale en raison d'un fort talus, il est décidé d'agrandir l'unité foncière constructible appartenant à ce propriétaire, d'environ 400 M², en incluant 700 M² de la parcelle 100 contigüe accessible par une autre voie et en réduisant la 101 de 300 M² ;

✓ Demande de M. SENGES et SAINT-BLANCAT à AULON. Ces 2 demandes concernent les parcelles 45 (pour Saint-Blancat) et 47 (pour Sengès). Afin de rendre ces parcelles réellement constructibles, en raison de la topographie du site, la communauté de communes décide :

- De modifier l'orientation de la partie constructible de la parcelle 45, en supprimant la partie basse contigüe à la parcelle 46 qui est en creux et inondable et de la reporter dans le sens est – ouest au nord contre la voie communale ;
- D'agrandir les parcelles 46 et 47 vers l'est, afin d'en assurer la desserte par la voie communale située au sud.

A cette occasion, l'OAP qui couvre le secteur AU concerné est revue pour être en cohérence avec la nouvelle zone.

Considérant que le PLUi, tel qu'il est présenté au Conseil communautaire, est prêt à être approuvé, conformément à l'article susvisé du Code de l'Urbanisme.

Après avoir entendu l'exposé Monsieur le Président propose :

- **d'approuver** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal des Terres d'AURIGNAC couvrant les 19 communes membres de l'ancienne communauté de communes, tel qu'il est annexé à cette délibération.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges et dans les 19 mairies concernées pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Conformément à l'article L.153-22, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ainsi approuvé sera mis à disposition du public au siège de la Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges et sur le site internet de la communauté de communes, aux jours et heures d'ouverture habituels.

Le PLUi deviendra exécutoire après :

- l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus ;
- dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Sous-préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLUi, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications.

La délibération sera, en outre, publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges.

POUR :
CONTRE :
ABSTENTIONS :

129

ADOpte

Fait et délibéré le 25 septembre 2017.

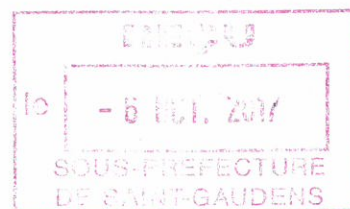
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.



Pour extrait conforme,
Le Président
Loïc LE ROUX de BRETAGNE



N°2017 - 173



Conseillers communautaires		EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
en exercice	143	
présents	107	Date de la convocation : 08 septembre 2017
suffrages exprimés	129	

L'an deux mille dix-sept, le vingt-cinq septembre, les conseillers communautaires de la Communauté de Communes Cœur et Coteaux du Comminges se sont réunis en conseil communautaire, à Villeneuve de Rivière, sur la convocation qui leur a été adressée.

Présents / Excusés / Absents
Procurations / Suppléances

	commune	nom	prénom	suppléant ou procuration
1	AGASSAC	LACOSTE	Victoria	Présente
2	ALAN	GUILHOT	Jean-Luc	Procuration à A. Passament
3	AMBAX	ALLARD	Pierre	Présent
4	ANAN	BRIOL	Laurent	Présent
5	ASPRET-SARRAT	ABADIE	Claude	Présent
6	AULON	FITTE	Michel	Présent
7	AURIGNAC	BERTRAND	Philippe	Procuration à JM Losego
8	AURIGNAC	LOSEGO	Jean-Michel	Présent
9	AUSSON	BARRAU	Yves - Pierre	Présent
10	BACHAS	CHEYLAT	Hervé	Présent
11	BALESTA	DASQUE	Jean-Charles	Présent
12	BENQUE	LASSERRE	Jean-Claude	Procuration à G. Loiseau
13	BLAJAN	CASTEX	Jean-Bernard	Présent
14	BOISSEDE	FRECHOU	Alain	Présent
15	BORDES DE RIVIERE	CAPERAN-LORENZI	Geneviève	Présente
16	BOUDRAC	CLARENS	Gilles	Absent
17	BOULOGNE SUR GESSE	ADOUE	Jérôme	Présent
18	BOULOGNE SUR GESSE	BOUBEE	Alain	Présent
19	BOULOGNE SUR GESSE	MEDEVIELLE	Pierre	Procuration à J Adoue
20	BOUSSAN	BOUBE	Patrick	Présent
21	BOUZIN	PASSAMENT	Alain	Présent
22	CARDEILHAC	BOYER	Raymond	Présent
23	CASSAGNABERE-TOURNAS	LOISEAU	Gérard	Présent
24	CASTELGAILLARD	LARRIEU	Christiane	Suppléé par R. Duclos
25	CASTERA VIGNOLLES	POUZOL	Thierry	Présent
26	CAZAC	MATTIONI	Rémédios	Présente
27	CAZARIL-TAMBOURES	LEFRANC	Gérard	Absent
28	CAZENEUVE-MONTAUT	TESSER	Josiane	Présente
29	CHARLAS	DUCCLOS	Jean-Pierre	Absent
30	CIADOUX	TOUBERT	Thierry	Présent
31	CLARAC	MANENT-MANENT	Jean-Paul	Présent
32	COUEILLES	FABARON	Bernard	Présent

33	CUGURON	BRANGER	Pierre	Présent
34	EOUX	REY	Monique	Présente
35	ESCANECRABE	ARSEGUET	Jean-Claude	Procuration à G. Sioutac
36	ESPARRON	MASSARIN	André	Présent
37	ESTANCARBON	FABE	Jean-Paul	Procuration à JR. Lépinay
38	FABAS	DAMIENS	Gérald	Présent
39	FRANQUEVIELLE	NICOLAS	Virginie	Présente
40	FRONTIGNAN-SAVES	SALLES	Thierry	Présent
41	GENSAC DE BOULOGNE	SABATHE	Daniel	Absent
42	GOUDEx	DUCASSE	Moïse	Présent
43	LABARTHE-INARD	ALBENQUE	Jacques	Présent
44	LABARTHE-RIVIERE	VOUGNY	Claire	Présente
45	LABARTHE-RIVIERE	BRINGUIER	Francisca	Présente
46	LABASTIDE-PAUMES	CHARLAS	Gabriel	Procuration à M. Duprat
47	LALOURET-LAFFITEAU	LAFFORGUE	Jean-Claude	Présent
48	LANDORTHE	BRUNET	Jeanine	Présente
49	LANDORTHE	CORTINAS	Lucienne	Présente
50	LARCAN	CABARE	Lucien	Présent
51	LARROQUE	RIBES	Jean-Claude	Présent
52	LATOUE	FERAUT	Jacques	Présent
53	LE CUIING	LACROIX	Nathalie	Supplée par P Vincent
54	LECUSSAN	ENTAJAN	Armand	Absent
55	LES TOURREILLES	SARRAQUIGNE	Denis	Présent
56	LESPITEAU	AUBERDIAC	Michel	Présent
57	LESPUGUE	FOIX	Jean-François	Présent
58	LIEUX	BARUTAUT	Alain	Présent
59	LILHAC	SIOUTAC	Gilbert	Présent
60	L'ISLE EN DODON	CARAOUE	François	Présent
61	L'ISLE EN DODON	LE ROUX DE BRETAGNE	Loïc	Présent
62	L'ISLE EN DODON	LASSERRE	Guy	Absent
63	L'ISLE EN DODON	RASPAUD	Pierre	Absent
64	LODES	BAQUE	Jean	Présent
65	LOUDET	ATHIEL	Hervé	Absent
66	MARTISSERRE	TOULON	Maryse	Présente
67	MAUVEZIN	PLANTE	Thierry	Présent
68	MIRAMBEAU	DE MARCHI	Josiane	Présente
69	MIRAMONT DE COMMINGES	LACOMME	Camille	Supplée par MF Danflous
70	MOLAS	MEDOUS	Joëlle	Présente
71	MONDILHAN	GASPARD	Joseph	Présent
72	MONTBERNARD	COUMES	Pascal	Présent
73	MONTESQUIEU-GUITTAUT	BEAUCHET	Patrick	Présent
74	MONTGAILLARD SUR SAVE	CHAINET	Julien	Absent
75	MONTMAURIN	BELAIR	Sylvia	Présente
76	MONTOLIEU SAINT-BERNARD	SORS	Camille	Présent
77	MONTREJEAU	BRILLAUD	Philippe	Absent
78	MONTREJEAU	DUMOULIN	Maryse	Procuration à P. Brillaud
79	MONTREJEAU	FENARD	Pierrette	Procuration à E. Miquel
80	MONTREJEAU	LORENZI	Guy	Présent
81	MONTREJEAU	MIQUEL	Eric	Présent
82	MONTREJEAU	TARISSAN	Martine	Procuration à G. Lorenzi
83	NENIGAN	CRISPIN	Damien	Absent
84	NIZAN SUR GESSE	SOLLE	Mathieu	Absent
85	PEGUILHAN	BROCAS	Michel	Présent
86	PEGUILHAN	CASTEX	Marc	Présent
87	PEYRISSAS	LOUBEYRE	Guy	Présent
88	PEYROUZET	LAGRANGE	Philippe	Présent
89	POINTIS-INARD	PUISSEGUIR	Jean-Louis	Présent
90	PONLAT-TAILLEBOURG	DOUCEDE	Patrick	Procuration à JC Dasque

91	PUYMAURIN	BIASON	Valentin	Présent
92	REGADES	GASTO	Marlène	Présente
93	RIEUCAZE	MAYLIN	Claudette	Présente
94	RIOLAS	DUPRAT	Michel	Présent
95	SAINT-ANDRE	de GALARD	Jean	Présent
96	SAINT-ELIX SEGLAN	ADER	Danielle	Présente
97	SAINT-FERREOL	BOUAS	Thierry	Présent
98	SAINT-FRAJOU	DAVEZAC	Alain	Présent
99	SAINT-GAUDENS	BRUNET	Corinne	Procuration à R. Lacroix
100	SAINT-GAUDENS	CAZES	Josette	Présente
101	SAINT-GAUDENS	de ROSSO	Stéphanie	Présente
102	SAINT-GAUDENS	DUCLOS	Jean-Yves	Présent
103	SAINT-GAUDENS	GASTO-OUSTRIC	Magali	Présente
104	SAINT-GAUDENS	GUILLERMIN	Joël	Présent
105	SAINT-GAUDENS	HEUILLET	Eric	Absent
106	SAINT-GAUDENS	ISASI	Manuel	Présent
107	SAINT-GAUDENS	JAMAIN	Michel	Procuration à J. Guillermin
108	SAINT-GAUDENS	LACROIX	Robert	Présent
109	SAINT-GAUDENS	LEPINAY	Jean-Raymond	Présent
110	SAINT-GAUDENS	LOUIS	Yves	Présent
111	SAINT-GAUDENS	MALET	Béatrice	Présente
112	SAINT-GAUDENS	MOUNIELOU	Catherine	Excusée
113	SAINT-GAUDENS	NASSIET	Yvon	Procuration à J. Subra
114	SAINT-GAUDENS	NAVARRÉ	Annie	Présente
115	SAINT-GAUDENS	PINET	Alain	Procuration à J. Cazes
116	SAINT-GAUDENS	PITOT	Jean-Luc	Procuration à B. Malet
117	SAINT-GAUDENS	PONS	Dominique	Procuration à J. Raulet
118	SAINT-GAUDENS	RAULET	Isabelle	Présente
119	SAINT-GAUDENS	RICOUL	Céline	Présente
120	SAINT-GAUDENS	RIERA	Evelyne	Procuration à M Gasto-Oustric
121	SAINT-GAUDENS	SOUYRI	Jean-Luc	Procuration à A. Navarre
122	SAINT-GAUDENS	SUBRA	Jean	Présent
123	SAINT-IGNAN	ROUEDE	Elisabeth	Présente
124	SAINT-LARY-BOUJEAN	FARRE	Régis	Présent
125	SAINT-LAURENT-SUR-SAVE	PITOUT	Daniel	Présent
126	SAINT-LOUP EN COMMINGES	BOUZIGUES	Denis	Présent
127	SAINT-MARCET	MILLET	Chantal	Présente
128	SAINT-PE-DELBOSC	FORTASSIN	Jean-Pierre	Absent
129	SAINT-PLANCARD	MALLET	Alfred	Absent
130	SALHERM	TARRAUBE	Bernard	Présent
131	SAMAN	LACROIX	Julien	Présent
132	SAMOUILLAN	CHRETIEN	Michel	Procuration à G. Loubeyre
133	SARRECAVE	BOUBEE	Evelyne	Présente
134	SARREMEZAN	MARC	Sandrine	Présente
135	SAUX ET POMAREDE	SANSONETTO	Evelyne	Présente
136	SAVARTES	GILLY	Martine	Procuration à L. Cabaré
137	SEDEILHAC	CASTERAN	Philippe	Absent
138	TERREBASSE	FAURE	Thomas	Présent
139	VALENTINE	PUISSEGUR	André	Présent
140	VILLENEUVE DE RIVIERE	PLUMET	Claude	Présent
141	VILLENEUVE DE RIVIERE	SAFORCADA	Pierre	Procuration à S. De Rosso
142	VILLENEUVE DE RIVIERE	SUBRA	Emilie	Présente
143	VILLENEUVE-LECUSSAN	BATMALE	Lionel	Absent

Est nommée secrétaire de séance : Evelyne SANSONETTO